

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

DIRECTION
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

N° 13 505

CB/CF

ARRÊTÉ

autorisant la Société BAYER FRANCE à poursuivre l'exploitation d'un stockage de produits phytosanitaires et agropharmaceutiques, et à procéder à l'extension des capacités du stockage de produits phytosanitaires, à CORMERY, au lieu-dit "Le Chaumenier".

LE PREFET DU DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE,

- VU** la loi modifiée n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 11 714 du 31 août 1979 autorisant la Société BAYER FRANCE à exploiter un dépôt de produits phytosanitaires à CORMERY, en zone industrielle "Le Chaumenier" ;
- VU** la demande présentée le 2 août 1991 par la Sté. BAYER FRANCE à l'effet d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension des capacités du stockage de produits phytosanitaires situé à CORMERY ;
- VU** les avis des Conseils municipaux des communes de CORMERY, TRUYES, TAUXIGNY et ST. BRANCHS ;
- VU** les avis exprimés au cours de l'enquête publique ;
- VU** les avis des services techniques consultés ;
- VU** l'arrêté du 10 mars 1992 portant prolongation des délais de la procédure d'instruction ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 5 février 1992, visé par le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le 1er mars 1992 ;
- VU** l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 16 avril 1992 ;
- SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A R R E T E :

Article 1er

La Société BAYER S.A., dont le siège social est situé 49-51, quai de Dion Bouton à PUTEAUX (92), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un stockage de produits phytosanitaires et agropharmaceutiques en procédant à l'extension des capacités de stockage du dépôt de produits phytosanitaires exploité en zone industrielle "Le Chaumenier" à CORMERY.

Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les activités suivantes y sont exercées :

Rubrique	Activité	Classement
3.1°	Atelier de charge d'accumulateurs, lorsqu'il s'agit de charges ordinaires sur des accumulateurs n'ayant pas de plaques à reformer, la puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération étant de 12,12 kW.	D
253.B	Dépôt de produits phytosanitaires liquides à base de liquides inflammables de 1ère catégorie, d'un volume de 565 m³.	A
253.C	Dépôts de produits phytosanitaires liquides à base de liquides inflammables de 2ème catégorie, d'un volume total de 470 m³. (282 et 188 m³)	A
357 septies	Dépôt de produits agropharmaceutiques de capacité nominale 1 600 tonnes : - 1 cellule de 600 t. de liquides - 1 cellule de 600 t. de solides + liquides - 1 cellule de 400 t. de solides + liquides	A

Article 2 :

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que ne relevant pas ou plus de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11 714 du 31 Août 1979 est abrogé.

Article 4 :

Les installations seront situées et installées conformément aux plans joints à la demande de régularisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Article 5 :

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'exploitation doivent être portées à la connaissance de M. le Préfet d'Indre-et-Loire avant leur réalisation.

Article 6 :

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 Juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesures, interventions d'urgence, remises en état consécutives aux incidents ou accidents indiqués ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

I - PRESRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE
DES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

I.1 - Prévention de la pollution atmosphérique

Article 7 :

Les émissions de gaz, vapeurs, fumées et poussières provenant d'installations quelconques ne devront pas entraîner dans les zones environnantes des teneurs en substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique et de l'environnement.

Article 8 :

Toute incinération en plein air de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Article 9 :

Les dépôts et ateliers seront largement ventilés et l'aération sera faite de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs et poussières pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation des ateliers, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou par les poussières.

I-2 - Prévention du bruit

Article 10 :

L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Article 11 :

Les prescriptions de l'arrêté du 20 Août 1985 relatif au bruit des installations classées lui sont applicables. Notamment, les niveaux de bruit ambiant transmis par voie aérienne et perçus en limite de propriété seront fixés comme suit :

- de jour (7 heures - 20 heures)..... 60 dB (A)
- périodes intermédiaires (6 h - 7 h et 20 h - 22 h)..... 55 dB (A)
- de nuit (22 heures - 6 heures) 50 dB (A)

Article 12 :

L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Article 13 :

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

Article 14 :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou accidents. Toute utilisation des signaux résultant de cette dérogation devra faire l'objet d'une inscription chronologique sur un livret d'exploitation.

I.3 - Prévention des ruptures et des fuites

Article 15 :

Les appareils (cuves, citernes de stockage...) susceptibles de contenir les liquides seront construits conformément aux règles de l'art.

Les matériaux utilisés à leur construction devront être soit résistants à l'action mécanique et chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

Il sera procédé à de fréquentes visites destinées à constater qu'il n'existe aucune fuite et que les récipients sont en parfait état, notamment avant et après toute suspension d'activité supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

Article 16 :

Le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides sera muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuvette de rétention ou à diriger tout écoulement accidentel vers une cuve de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir associé,
- 50 % du volume global des réservoirs associés.

I.4 - Prévention de la pollution des eaux

Article 17 :

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Article 18 :

Les eaux pluviales seront collectées et évacuées séparément par le réseau approprié.

Toutes précautions seront prises pour que ces eaux ne puissent être contaminées par de quelconques produits liquides ou solides.

Article 19 :

Les eaux usées domestiques issues de l'établissement seront traitées dans un dispositif d'assainissement individuel.

L'établissement devra se raccorder au réseau d'assainissement collectif dès lors qu'il sera réalisé par la commune (Code de la Santé Publique).

Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des ateliers et des installations seront collectées dans l'établissement et acheminées vers le traitement qu'elles nécessitent avant tout rejet dans le réseau d'eaux pluviales ou le milieu naturel.

Article 20 :

Les eaux ne pouvant être rejetées localement seront considérées comme des déchets et leur élimination devra respecter les prescriptions des articles 21 à 23 du présent arrêté.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement collectif ou le milieu naturel.

I.4 - Prévention de la pollution par les déchets

Article 21 :

En application des dispositions de la loi du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets seront éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

Article 22 :

L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition et la quantité,
- l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : lieu et mode de récupération ou d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 23 :

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir associé,
- 50 % du volume global des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et à la pression des fluides.

Article 24 :

Conformément au décret du 21 Novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, celles-ci seront recueillies et stockées dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les huiles usagées seront remises aux ramasseurs agréés ou transportées par l'exploitant et mises directement à la disposition d'un éliminateur ayant obtenu l'agrément.

I.5 - Prévention du risque incendie et d'explosion

Article 25 :

L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 26 :

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion devra être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Article 27 :

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés et en nombre suffisant pour les risques dus aux produits contenant des liquides inflammables, au matériel électrique ou autre, répartis dans les divers emplacements.

Le matériel incendie sera maintenu en parfait état.

Article 28 :

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. Elles devront être suffisantes pour combattre un incendie jusqu'à l'arrivée des sapeurs-pompiers. Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers sera affiché près des postes téléphoniques.

Article 29 :

Un plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera élaboré, en liaison avec les Services départementaux d'Incendie et de Secours.

Cette consigne pourra, sur sa demande, être communiquée à l'Inspecteur des Installations Classées ; elle précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- la composition des équipes d'intervention,
- les modes de transmissions et d'alerte,
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

Cette consigne générale sera complétée par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.

Article 30 :

Dans les ateliers présentant un risque d'incendie, le chauffage ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur), la température de la paroi extérieure n'excédant pas 150°C.

Article 31 :

Dans les ateliers présentant un risque d'incendie, l'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront placés à l'extérieur de ces ateliers, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc". Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement agréé.

II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

II.1 - Conception et construction des cellules de stockage

Article 32 :

Les éléments de construction des cellules de stockage présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- utilisation de matériaux incombustibles ou difficilement inflammables ;
- sol et couvertures incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré une heure entre chaque cellule ;

- portes coupe-feu de degré une heure dans les parois de séparation des cellules.

Article 33 :

La construction sera complétée par la mise en place des dispositifs et les aménagements suivants :

- la toiture comportera sur au moins 2 % de sa surface des éléments permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées ; sont intégrées dans ces éléments, les exutoires de fumée à commande automatique et manuelle ;
- ces éléments ne devront pas être situés à moins de 2,50 mètres d'un mur ou d'une paroi coupe-feu ;
- les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits dans ces éléments ;
- les portes de séparation des cellules devront être munies de dispositifs de fermeture automatique ; tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité équivalentes ;
- chaque cellule devra comporter au moins deux issues vers l'extérieur et dans deux directions opposées ;
- des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de chaque cellule ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles.

Article 34 :

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du dépôt. Cette voie, extérieure au dépôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et les croisements des engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues du dépôt par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Article 35 :

Aucune construction en matériau combustible ne devra se trouver à moins de 10 mètres des murs du dépôt.

Si cette distance ne peut être respectée, le dépôt devra être isolé de celle-ci par un mur coupe-feu de degré deux heures dépassant la toiture du dépôt d'une hauteur suffisante pour éviter la propagation d'un incendie.

II.2 - Exploitation et entretien du dépôt

Article 36 :

Les personnes étrangères à l'établissement ne devront pas avoir l'accès libre au dépôt.

Une clôture interdira l'accès au dépôt ; elle sera placée à une distance suffisante pour interdire le jet d'objets quelconques sur le hangar de stockage à partir de l'extérieur du site.

Article 37 :

L'organisation du stockage de produits phytosanitaires devra faire l'objet d'un plan de stockage, disponible à tout moment et porté à la connaissance du personnel. Ce plan sera élaboré en tenant compte des éléments suivants :

- les produits sont stockés par famille et par état ;
- la cellule réservée aux produits liquides à base de liquides inflammables de la 1 ère catégorie ne servira qu'au stockage exclusif de ceux-ci ou au stockage de liquides inflammables de la 1 ère et de la 2 nde catégories dans la limite des 565 m³ précisés à l'article 1 er ;
- dans les deux autres cellules, les produits liquides à base de liquides inflammables de la 2 nde catégorie ne seront en aucun cas stockés au-dessus de produits solides ;
- les produits susceptibles d'être rendus définitivement inutilisables par le gel sont stockés en condition hors gel ;
- les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule ; toutefois, une telle exclusion n'est pas applicable dans le cas où l'un des produits occupe un volume faible par rapport au volume total de la cellule, est conditionné dans des récipients de moins de 30 litres, ou est à une distance supérieure à deux mètres par rapport aux produits incompatibles avec lui ;
- les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (plus de 6 m par rapport au sol) ;
- les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires ;
- le stockage en masse se fait suivant des blocs limités de la façon suivante :
 - * les emplacements sont marqués au sol ;
 - * la hauteur maximale de stockage est compatible avec la résistance des conditionnements ;
 - * les espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure ne sont pas inférieurs à 0,80 mètre ;
 - * les espaces entre blocs ne sont pas inférieurs à 1 mètre ;
 - * un espace minimal de 0,90 mètre est maintenu entre la base de la toiture et le sommet des blocs ; cette distance peut être adaptée en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie ;
 - * chaque ensemble de 4 blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres ;

- le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Article 38 :

L'exploitation du dépôt se fait sous la surveillance d'une personne qui devra obligatoirement avoir suivi une formation spécifique sur les dangers des produits phytosanitaires (toxicité, inflammabilité).

Les cellules de stockage devront être closes en l'absence du personnel d'exploitation et la clef confiée à un agent désigné.

Avant la fermeture du dépôt, cet agent effectue une visite de contrôle du dépôt.

Article 39 :

Les cellules de stockage et les matériels seront régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Article 40 :

L'exploitant devra en permanence tenir à jour un état récapitulatif indiquant la nature et la quantité des produits stockés.

La présentation de cet état devra également faire apparaître les quantités stockées pour les catégories de substances et préparations classées comme suit : très toxiques, toxiques, comburantes ou explosibles.

Cet état sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. De plus, un état mensuel, établi selon la classification par catégories rappelée ci-dessus et indiquant les quantités maximales détenues, sera transmis de façon trimestrielle à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 41 :

Toutes les substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

II.3 - Prévention et lutte contre l'incendie

Article 42 :

Il est interdit d'apporter ou de provoquer dans les cellules de stockage du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente dans le dépôt et à l'extérieur à proximité des accès.

Article 43 :

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Article 44 :

En plus des moyens cités à l'article 27 du présent arrêté, le dépôt devra disposer des équipements supplémentaires suivants :

- une réserve d'eau de 360 m³ minimum avec plate-forme d'accès pour les sapeurs-pompiers ;
- une installation d'extinction automatique sur la cellule servant au stockage des produits liquides à base de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie ;
- un poteau normalisé branché sur le réseau public et 4 poteaux autour du bâtiment alimentés à partir de la réserve ;
- une seconde entrée sur la route nationale (entrée pompiers).

Ces moyens de lutte seront complétés par un dispositif de détection automatique de début d'incendie relié à une centrale de télésurveillance.

Article 45 :

Le dépôt devra être équipé de capacités de rétention capables de retenir les eaux ayant servi à l'extinction d'un éventuel incendie.

Ces capacités, qui pourront être internes ou externes et obtenues par la mise en place de dispositifs mobiles, ne devront pas permettre l'extension d'un incendie et devront pouvoir être vidangées rapidement.

Les eaux ayant servi à l'extinction sont considérées comme des déchets et devront être éliminées selon les dispositions des articles 21 à 23 du présent arrêté.

II.4 - Atelier de charge d'accumulateurs

Article 46 :

L'atelier de charge d'accumulateur sera isolé des cellules de stockage par une paroi coupe-feu de degré une heure.

Il sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.

Article 47 :

L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Il est interdit de fumer dans cet atelier.

Article 48 :

Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation.

Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Article 49 :

Si cet atelier est chauffé, il le sera comme prévu à l'article 30 du présent arrêté.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré deux heures, sans baie de communication.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

III - AUTRES DISPOSITIONS

Article 50 :

Si l'extension n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté, ou encore si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure, la présente autorisation cessera de porter effet.

Article 51 :

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la préfecture, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

Article 52 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène, etc...

Article 53 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 54 :

Le pétitionnaire devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

...

Article 55 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de toute intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de CORMERY.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 56 :

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Le délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 57 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Maire de CORMERY et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le **26 MAI 1992**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Jean-Luc VIDELAINE

POUR AMPLIATION

Le Chef du Bureau, P.I.

Catherine ARNAULT